

Abus sexuels

Une main tendue pour éviter aux pédophiles de passer à l'acte

Une association valaisanne d'aide à l'enfance vient d'ouvrir un espace de prévention unique en Suisse romande

Patrick Monay

«Vous êtes parfois perturbé(e) par des pensées d'ordre sexuel concernant des enfants?» La question a de quoi troubler le commun des mortels. Elle figure en bonne place sur le site de l'Espace Dis No. Ouverte début avril, cette structure romande d'aide et d'information entend prévenir le premier passage à l'acte. Elle ne s'adresse donc pas aux pédophiles déjà condamnés, mais aux personnes préoccupées par de telles attirances sans jamais avoir franchi la ligne rouge. Et qui veulent demander de l'aide avant qu'il ne soit trop tard.

C'est l'Association Dis No, basée à Monthey (VS), qui a développé cette approche novatrice en Suisse francophone, avec l'appui de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Elle est active depuis 1995 dans la prévention des diverses maltraitances infligées aux enfants. «Après avoir répondu à des victimes d'abus sexuels pendant des années, je me suis rendu compte que c'était un combat sans fin, explique François Boillat, cofondateur de l'association. J'ai fini par me demander comment faire diminuer le nombre de coups de fil que nous recevions.»

A partir de 2009, cet ancien horloger à la voix douce creuse l'idée d'une structure destinée aux abuseurs potentiels. Deux ans de recherches menées avec l'appui de Lisa Ancona, l'unique autre collaboratrice de Dis No, titulaire d'un master interdisciplinaire en droit de l'enfant. Le duo prend contact avec les responsables des rares organisations similaires existant en Europe: Stop It Now au Royaume-Uni, le programme Kein Täter werden (ne pas devenir un auteur) en Allemagne, l'Association L'Ange Bleu en France. Et constate que les personnes concernées se comptent par milliers.

Et en Suisse? Les études manquent pour quantifier le phénomène, regrette Lisa Ancona. Mais des extrapolations d'enquêtes canadiennes et allemandes permettent d'évaluer à 50 000 le nombre de personnes ayant des pulsions



François Boillat et Lisa Ancona, de l'Association Dis No, basée à Monthey (VS). CHANTAL DERVEY

sexuelles pour les enfants. Ou à 1% des hommes. «Par rapport aux pervers et aux récidivistes que décrivent les médias, c'est une majorité invisible, à laquelle le grand public ne pense pas», relève Lisa Ancona. Selon elle, le passage à l'acte n'intervient qu'au terme d'un long processus. «Ce n'est pas une fatalité.» D'où l'intérêt d'agir sur le front de la prévention. Notre pays s'y est engagé devant le Conseil de l'Europe en signant la Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, qui entre en vigueur le 1er juillet prochain.

Outre-Sarine, le centre de thérapie Forio, à Frauenfeld, prend en charge depuis 2006 les pédophiles, en majorité sur base volontaire (24 heures du 24 avril). Quant à l'Espace Dis No, encore très peu connu, il a déjà reçu quelques sollicitations. Des gens qui, par exemple, avouent être continuellement attirés par des mineurs malgré un soutien thérapeutique. Qui espèrent trouver le moyen de maîtriser leurs fantasmes. Confidentialité oblige, on n'en saura pas plus sur les situations précises rencontrées. Mais l'association veut ratisser large, en ouvrant sa porte aux adultes

comme aux adolescents, hommes et femmes, avec la promesse de ne pas les juger. Peu importe qu'ils soient pédophiles abstinentes ou concernés par d'autres problématiques (contexte incestueux, peur de reproduire des abus vécus, etc.).

Scepticisme

Une fois le contact établi, tous disent leur soulagement de pouvoir parler de leurs obsessions. «C'est souvent la toute première fois qu'ils osent le faire», ajoute Lisa Ancona, en se référant aux expériences menées ailleurs. Mais ensuite, que dire, que faire face à une

personne rongée par de tels désirs? «Nous agissons au cas par cas, répond François Boillat, qui dialogue depuis près de vingt ans, en médiateur autodidacte, aussi bien avec des auteurs de maltraitances qu'avec des victimes. On parle de responsabilité, de souffrance, de peur, de possibilités d'évolution. Je n'oublie jamais que j'ai affaire à des êtres humains.»

L'association reste toutefois claire sur l'interdit, en soulignant tous les actes punissables. «Il y a du déni de la part de certains, témoigne le cofondateur. Ils minimisent parfois le fait de visionner des vidéos pédopornographiques. Nous leur rappelons que derrière ces images il y a de vrais enfants. Donc des victimes.»

Après les premiers échanges, François Boillat et Lisa Ancona peuvent orienter les personnes qui le souhaitent vers des professionnels des soins partageant leurs convictions. «Nous constituons un réseau en Suisse romande. Mais ce n'est pas facile. Il y a des réticences parmi les professionnels.» Peur de mal faire? Formation lacunaire? «Un peu des deux, à mon avis», estime François Boillat.

De même, si l'OFAS contribue financièrement au lancement de l'Espace Dis No, les demandes de soutien adressées aux Cantons romands rencontrent du scepticisme. Partie au combat sans grands moyens dans un domaine hautement tabou, l'association va devoir faire ses preuves.

www.disno.ch



Raymond Clottu avait déjà remplacé Perrin au National. DR

Raymond Clottu veut remplacer Yvan Perrin

Le conseiller national se lance dans la course au Conseil d'Etat neuchâtelois pour permettre à l'UDC de sauver le siège

Six jours après la démission d'Yvan Perrin du Conseil d'Etat neuchâtelois, le conseiller national Raymond Clottu sort du bois. «Oui, je suis candidat» au poste laissé vacant au gouvernement neuchâtelois, déclare l'élu UDC dans une interview accordée au *Matin Dimanche*.

«C'est mon devoir de succéder à Yvan Perrin. Il ne sert à rien de se perdre dans d'autres considérations», déclare Raymond Clottu. «J'ai les épaules larges et le cuir épais», précise celui qui est déjà le successeur d'Yvan Perrin au parlement fédéral.

Raymond Clottu reconnaît que l'élection de son collègue de parti à l'exécutif neuchâtelois est davantage le «siège d'une personne» que «celui d'un parti». Mais l'UDC «doit assumer ses responsabilités gouvernementales et doit tout tenter pour conserver son siège». Adversaire du projet ferroviaire TransRun, refusé de justesse par les électeurs neuchâtelois en 2012, Raymond Clottu dit vouloir jouer le jeu de la collégialité. «Si je suis élu, j'entends travailler avec le même état d'esprit qu'Yvan Perrin.»

Ce dernier a annoncé lundi dernier sa démission du gouvernement neuchâtelois avec effet immédiat après un épisode d'épuisement, suivi d'une nouvelle hospitalisation en fin de semaine dernière. L'élection complémentaire au Conseil d'Etat neuchâtelois pour repourvoir son siège se déroulera le 28 septembre. Avec le départ d'Yvan Perrin, le gouvernement neuchâtelois compte désormais trois socialistes et un PLR.

La lutte devrait se résumer à un combat entre l'UDC, le PLR et éventuellement les Vert'libéraux, le Parti socialiste ayant annoncé qu'il ne se lancera pas dans la course à l'élection complémentaire. L'UDC doit se réunir mercredi en assemblée générale pour avaliser la candidature de Raymond Clottu. **ATS**

«On peut viser l'abstinence, mais pas la guérison»

● Pourquoi les abuseurs potentiels ont-ils de la peine à consulter des professionnels de la santé?

Parce que, traditionnellement, la pédophilie ne faisait pas partie des maladies psychiatriques à soigner. Et parce que cela engage aujourd'hui une gestion de la dangerosité que beaucoup ne souhaitent pas endosser. Les psychiatres et les psychologues préfèrent traiter les maladies où il y a des perspectives de guérison.

● Ce qui n'est pas le cas de la pédophilie?

Non. Elle est considérée comme une addiction. La personne qui en souffre peut, dans le meilleur



Philip D. Jaffé, psychologue et professeur à l'Université de Genève

des cas, apprendre à la contrôler au jour le jour. On peut viser l'abstinence, mais pas la guérison.

● La création de ce premier espace romand de prévention vient donc combler une lacune...

Oui. Je plaiderais il y a vingt ans déjà, avec des collègues, pour la création d'endroits où ces personnes pourraient se

constituer patients. Car personne ne les prenait en charge. Ce système a fait ses preuves en Angleterre et en Allemagne. Un passage à l'acte évité, c'est un enfant abusé de moins.

● Mais n'est-ce pas un peu lourd à porter pour une si petite structure?

Votre question met en valeur le courage de cette association. Il est bien plus facile de demander des millions pour financer des programmes généralistes de protection de l'enfance que de lancer une mesure précise, orientée vers ceux qui sont devenus les diables de notre société moderne. Dis No rend donc un fier service à la Suisse

romande. Il est d'ailleurs bien dommage que les autorités politiques et sanitaires n'aient pas pris elles-mêmes cette initiative.

● Concrètement, quelle aide l'Espace Dis No peut-il apporter à ceux qui s'adressent à lui?

Parmi les personnes attirées sexuellement par les enfants, toutes ne sont pas capables de demander de l'aide. Mais pour celles qui le font, il est possible d'agir. On peut les aider à gérer leur détresse, leurs pensées problématiques, avec des mesures concrètes. Tout comme on peut aider les alcooliques à maîtriser leur addiction.

Bâle-Ville

Le PDC sauve son unique siège au gouvernement

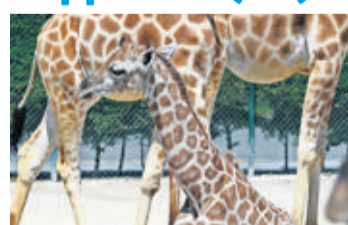
Lukas Engelberger a été élu hier au second tour de l'élection complémentaire au gouvernement de Bâle-Ville. Ce député au Grand Conseil de 39 ans a ainsi réussi à sauver l'unique siège PDC de l'exécutif, qui était occupé auparavant par Carlo Conti. Ce dernier avait été contraint à la démission en janvier dernier en raison d'erreurs dans le décompte de ses indemnités pendant ses 14 ans au gouvernement. Le montant portait sur 111 111 francs, remboursés depuis. **ATS**

Le chiffre

5

C'est le nombre de litres de vin qu'il sera possible dès le 1er juillet prochain de ramener de l'étranger sans payer de taxe, au lieu de 2 jusqu'à présent. Ce changement dans les frais de douane se fait cependant au détriment de la viande dont le poids devra désormais rester en dessous de 1 kilo. Et attention à prendre sa calculatrice avant de franchir la frontière. La valeur totale de toutes les marchandises transportées ne devra pas dépasser 300 francs pour être exempté de la TVA. **ATS**

Rapperswil (SG)



Événement rare, deux girafes sont nés à deux jours d'intervalle la semaine dernière au zoo du Cirque Knie situé à Rapperswil, dans le canton de Saint-Gall. Les petits mâles ont été bien accueillis par le troupeau. Leurs premiers pas peuvent déjà être admirés par les visiteurs, a précisé le zoo. Ce dernier organisait d'ailleurs samedi une grande journée en faveur de la sauvegarde des girafes. **ATS**

Genève

Intoxication alimentaire à la piscine

Au moins vingt personnes sont tombées malades après avoir consommé des spaghettis bolognaise samedi lors des Championnats romands de natation organisés à la piscine des Vernets, à Genève. Aucun cas grave n'a été signalé parmi les malades, en majorité des enfants. Ces jeunes nageurs ont souffert de vomissements et de diarrhée après le repas de midi. Plus de 350 nageurs participaient à ces championnats, qui ont été annulés pour ceux qui ont pris des spaghettis. **ATS**

Chute mortelle

pour un Japonais

Oberland bernois Un parapentiste est décédé samedi vers 17 h 30 dans les environs de Grindelwald (BE). Arrivé rapidement sur place, le médecin n'a pu que constater le décès du Japonais de 64 ans qui est tombé pour une raison inconnue. **ATS**

Un promeneur happé par un train

Gléresse (BE) Un homme a été tué dans une collision avec un train samedi vers 17 h 30. D'après les premières informations, il souhaitait traverser les voies situées à proximité d'un petit port du lac de Bienne. **ATS**

Affaire Giroud

Plainte pour violation du secret de fonction

Mis en détention préventive par la justice genevoise, l'encaveur valaisan Dominique Giroud a porté plainte contre inconnu pour violation du secret de fonction auprès du Ministère public de la Confédération (MPC). Déposée à la mi-mai, elle vise le Contrôle suisse du commerce du vin (CSCV). «Il s'agit de faire la lumière sur une éventuelle fuite émanant du CSCV à destination de la RTS», a indiqué hier Marc Comina, chargé de communication de Dominique Giroud. **ATS**